Communiqué - France Assos Santé – 26 avril 2019

Annonces présidentielles : rien de nouveau sur l'accès aux soins, pourtant au cœur des préoccupations des Français

Hier 25 avril, Emmanuel Macron a présenté un certain nombre de mesures visant à apaiser la crise sociale qui agite le pays et répondre aux attentes des Français. Il a fait pourtant l'impasse sur une de leurs préoccupations majeures : les difficultés d'accès aux soins. Pour France Assos Santé, l'absence de mesures concrètes sur la santé est un très mauvais signal. Il témoigne du manque de considération de l'exécutif pour les millions de personnes en France qui peinent à se soigner.

« Rien sur l'hôpital, rien sur les déserts médicaux... Des sujets pourtant au cœur des débats publics. Pour nous, représentants des malades et des usagers, c'est un peu consternant », explique Alain Michel Ceretti, président de France Assos Santé.

Rien sur les déserts médicaux. La question de la médecine de proximité s'était pourtant massivement invitée dans les débats publics, comme l'a reconnu Edouard Philippe lui-même lors de la restitution des résultats du Grand Débat. Elle est mentionnée dans 20% des contributions libres, se hissant ainsi parmi les principales sources d'inquiétude des Français. Selon un sondage IFOP du 14 avril dernier, ils sont même 87% à réclamer des mesures fortes et contraignantes pour lutter contre les déserts médicaux. Pour Emmanuel Macron, des « réponses concrètes aux déserts médicaux » auraient déjà été apportées par le projet de loi Santé. Vraiment ? Comme nous l'avons déjà fait valoir, celles-ci sont notoirement insuffisantes. **« On ne peut pas faire croire aux Français qu'on réglera le problème des déserts avec la mise en place d'assistants médicaux »** réagit Alain-Michel Ceretti. **« Redonner du temps médical aux médecins, oui. Mais ça suppose qu'il y ait des médecins sur les territoires »**

France Assos Santé rappelle que 4 millions de personnes n'ont toujours pas accès à un médecin traitant. Qu'il faut plus de 6 mois dans certains territoires pour obtenir une simple consultation chez un ophtalmo ou un gynécologue. Nous tirons la sonnette d'alarme depuis plusieurs années sur cette question. En vain.

Rien sur la crise des urgences hospitalières. +15% de consultations aux urgences en 4 ans. Des temps d'attente de plus en plus longs, des risques accrus pour les patients et des conditions de travail indignes pour les urgentistes. Au point qu'une partie d'entre eux, épuisée, vient d'annoncer une grève illimitée. La réaction d'Emmanuel Macron ? **« Plus aucune fermeture d'hôpital avant la fin du quinquennat ».** **« De toute évidence, la prise de conscience du Président sur la crise de l'hôpital public n'a pas eu lieu »,** regrette Alain-Michel Ceretti.

France Assos Santé fait part de sa solidarité totale avec les revendications des urgentistes, pour davantage de moyens et de personnels. Nous rappelons par ailleurs que cette crise des urgences est en partie due aux défaillances de l'offre de soins de ville, devenue inadaptée, voire inaccessible pour des millions de Français.

France Assos Santé constate avec regret que l'appel des Français en faveur d'un meilleur accès aux soins sur les territoires n'a pas été entendu. Au regard de ce qui a émergé lors des débats publics, on attendait un tout autre discours. Dommage.

Contact presse :

Antoine Henry – Tél. : 01 40 56 94 42 / 06 18 13 66 95 – ahenry@france-assos-sante.org